COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
07 au 13 mai 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I COI et ses Projets

1.1 Coopération : changement climatique.....3

-Futur partenariat avec Maurice : changement climatique et développement durable à l'agenda de l'UE

1.2 Programme régional « Sécurité portuaire ».....7

-Signature of the financing agreement of the EU programme on 'Port security and safe navigation'

-SÉCURITÉ PORTUAIRE ET EN MER : L'UNION EUROPÉENNE ACCORDE RS 1 MILLIARD À LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

- ALLIANCE AFRIQUE-EUROPE : LE COMMISSAIRE MIMICA EN VISITE OFFICIELLE À MAURICE, PAYS EXEMPLAIRE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

-Nouveau programme « sécurité portuaire et la sûreté en mer »

1.3 Agriculture : Projet PERSAN.....15

- Foire Agricole 2019 – présentation

II Centres d'Intérêt

2.1 Développement durable.....20

- Écologie : nous aurons bientôt une bouteille en canne à sucre

2.2 Economie bleue.....23

- Regional African island states explore future work opportunities in the blue economy sector

lexpress.mu

07 mai 2019

https://www.lexpress.mu/article/352461/futur-partenariat-maurice-

Futur partenariat avec Maurice: changement climatique et développement durable à l'agenda de l'UE



L'engagement dans ces deux domaines est indispensable à la survie des États insulaires. Marjaana Sall fait le point sur les futurs projets de l'UE pour Maurice et les pays de la région.

À la veille de la célébration, le 9 mai, de la journée de l'Europe, Marjaana Sall revient sur les principales orientations de la prochaine étape dans les relations entre Maurice et l'Union européenne (UE). *«La lutte contre le changement climatique et la mise en œuvre de l'agenda pour le développement durable sont des priorités stratégiques de l'Union européenne qui concernent particulièrement Maurice et Rodrigues»*, soutient l'ambassadrice et chef de la délégation de l'UE pour Maurice. Elle devra d'ailleurs passer le flambeau à la tête de la délégation à Maurice dans les jours à venir.

Avec la fin en 2020 de l'accord de Cotonou, qui régit les relations entre les 79 pays des ACP (Afrique Caraïbes Pacifique) et l'Union européenne, les petits États insulaires tels que Maurice devront porter une attention particulière à plusieurs défis. Le changement climatique et le développement durable n'ont, à première vue, rien d'économique et de financier. Cependant leur résolution a une portée économique de grande envergure. La consolidation contre l'impact de ces deux phénomènes est à la base même du développement économique de ces États insulaires.

«L'action de l'UE va au-delà du simple financement...»

Toutefois, l'appui de l'UE à Maurice sur le plan économique a été considérable ces derniers temps. *«L'ensemble des programmes bilatéraux que nous avons établis avec la République de Maurice s'élève actuellement à 50 millions d'euros soit 2 milliards de roupies»*, explique Marjaana Sall.

Il faut ajouter à ce plan d'aide, l'apport financier dont bénéficie Maurice dans le cadre de la coopération régionale. *«Nous avons récemment signé une augmentation de 225 millions d'euros du montant affecté aux programmes dans la région d'Afrique orientale, australe et de l'océan Indien. Ce montant additionnel permettra de renforcer la création d'emplois et la stabilité dans les pays de la région.»*

La semaine dernière (jeudi 1er mai), l'UE a mis en place deux nouveaux programmes d'un montant de Rs 1,4 milliard. Le premier au coût de 7,9 millions d'euros, soit Rs 313,8 millions, concerne des projets dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de l'innovation. L'UE accompagnera Maurice par rapport à sa modernisation et pour la création d'emplois durable. Un volet scientifique au profit de Rodrigues y est aussi inclus.

Le second est un programme régional pour la sécurité des ports et la sûreté maritime. Une enveloppe financière de 28 millions d'euros soit Rs 1,1 milliard est prévue pour mener à bien ce projet. Ces deux programmes ont été signés, la semaine dernière, lors de la visite officielle à Maurice de Neven Mimica, commissaire européen chargé de la Coopération Internationale et du Développement.

Maurice et les autres pays de la région tireront aussi profit d'un autre projet qui est en gestation. *«Nous préparons actuellement un nouveau projet avec la Commission de l'océan Indien (COI) pour promouvoir les opportunités des entrepreneurs de la région de la COI, particulièrement les femmes et les jeunes entrepreneurs»,* avance Marjaana Sall. Les objectifs de ce nouveau projet sont de promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat et la coopération entre les entreprises, renforcer la compétitivité et la capacité commerciale des petites et moyennes entreprises et enfin de créer des liens avec les entreprises par la création d'un centre européen d'information sur les entreprises dans la région de l'océan Indien. Le secteur privé mauricien bénéficiera de ce projet qui devrait démarrer cette année.

Pour le chef de la délégation de l'Union européenne à Maurice, il ne serait pas juste de cantonner les relations entre l'Union européenne et Maurice à celle d'un donateur à un bénéficiaire. *«L'Union européenne et Maurice, précise-t-elle, ont développé progressivement un solide partenariat politique et stratégique, allant au-delà des relations donateur-bénéficiaire. C'est logique au vu du développement de l'île en un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. L'action de l'Union européenne va au-delà du simple financement, et nous travaillons en partenariat sur de nombreux sujets d'importance commune.»* D'ajouter que «*la coopération*

au développement sous forme de dons est un aspect vital, mais il est important de mobiliser d'autres outils et d'autres sources de financement si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable.»

Les principaux axes du partenariat de l'UE avec Maurice

- L'accord de partenariat économique signé en 2009 permet à Maurice d'avoir accès au marché européen sans l'imposition de quota ou de droits de douane.
- La création du National Electronic Licensing System, lancé en mars. Il s'agit d'une plateforme de demande de permis d'exploitation et des licences en ligne qui a pour objectif de réduire le nombre de demandes de permis d'exploitation, et le temps requis pour obtenir ces permis. Ce système est unique dans la région. Une fois pleinement opérationnel, il facilitera la façon de faire les affaires à Maurice.
- Le soutien apporté à Maurice pour la révision de la législation sur la propriété industrielle. L'Union européenne maintient sa coopération avec Maurice dans le domaine de la pêche et de l'économie océanique. L'accord de partenariat de pêche signé avec Maurice implique une contribution financière annuelle de l'Union européenne pour le développement du secteur, et pour la lutte contre la pêche illégale, non régulée et non reportée. Cet accord, combiné à l'Accord de partenariat économique, apporte d'importants avantages économiques au pays. *«Maurice étant l'un des principaux exportateurs de thon en boîte et de longes de thon sur le marché de l'Union européenne, le présent accord combiné à l'accord de partenariat économique, apporte d'importants avantages économiques au pays»,* précise Marjaana Sall.

COI et ses Projets

Coopération : Changement climatique

07 mai 2019

https://www.lexpress.mu/article/352461/futur-partenariat-maurice-

Économie

FUTUR PARTENARIAT AVEC MAURICE

Changement climatique et développement durable à l'agenda de l'UE

L'engagement dans ces deux domaines est indispensable à la survie des États insulaires. Marjaana Sall fait le point sur les futurs projets de l'UE pour Maurice et les pays de la région.

À la veille de la célébration, le 9 mai, de la journée de l'Europe, Marjaana Sall revient sur les principales orientations de la prochaine étape dans les relations entre Maurice et l'Union européenne (UE). «*La lutte contre le changement climatique et la mise en œuvre de l'agenda pour le développement durable sont des priorités stratégiques de l'Union européenne qui concernent particulièrement Maurice et Rodrigues*», soutient l'ambassadrice et chef de la délégation de l'UE pour Maurice. Elle devra d'ailleurs passer le flambeau à la tête de la délégation à Maurice dans les jours à venir.

Avec la fin en 2020 de l'accord de Cotonou, qui régit les relations entre les 79 pays des ACP (Afrique Caraïbes Pacifique) et l'Union européenne, les petits États insulaires tels que Maurice devront porter une attention particulière à plusieurs défis. Le changement climatique et le développement durable n'ont, à première vue, rien d'économique et de financier. Cependant leur résolution a une portée économique de grande envergure. La consolidation contre l'impact de ces deux phénomènes est à la base même du développement économique de ces États insulaires.

Toutefois, l'appui de l'UE à Maurice sur le plan économique a été considérable ces derniers temps. «*L'ensemble des programmes bilatéraux que nous avons établis avec la République de Maurice s'élève actuellement à 50 millions d'euros soit 2 milliards de roupies*», explique Marjaana Sall.

Il faut ajouter à ce plan d'aide, l'apport financier dont bénéficie Maurice dans le cadre de la coopération régionale. «*Nous avons récemment signé une augmentation de 225 millions d'euros du montant affecté aux programmes dans la région d'Afrique orientale, australe et de l'océan Indien. Ce montant additionnel permettra de renforcer la création d'emplois et la stabilité dans les pays de la région.*»

La semaine dernière (jeudi 1er mai), l'UE a mis en place deux nouveaux programmes d'un montant de Rs 1,4 milliard. Le premier au coût de 7,9 millions d'euros, soit Rs 313,8 millions, concerne des projets dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de l'innovation. L'UE accompagnera Maurice par rapport à sa modernisation et pour la création d'emplois durable. Un volet scientifique au profit de Rodrigues y est aussi inclus.

Le second est un programme régional pour la sécurité des ports et la sûreté maritime. Une enveloppe financière de 28 millions d'euros soit Rs 1,1 milliard est prévue pour mener à bien ce projet. Ces deux programmes ont été signés, la semaine dernière, lors de la visite officielle à Maurice de Neven Mimica, commissaire européen chargé de la Coopération Internationale et du Développement.

Maurice et les autres pays de la région tireront aussi profit d'un autre projet qui est en gestation. «*Nous préparons actuellement un nouveau projet avec la Commission de l'océan Indien (COI) pour promouvoir les opportunités des entrepreneurs de la région de la COI, particulièrement les femmes et les jeunes entrepreneurs*», avance Marjaana Sall.

> «L'action de l'UE va au-delà du simple financement...»

Les objectifs de ce nouveau projet sont de promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat et la coopération entre les entreprises, renforcer la compétitivité et la capacité commerciale des petites et moyennes entreprises et enfin de créer des liens avec les entreprises par la création d'un centre européen d'information sur les entreprises dans la région de l'océan Indien. Le secteur privé mauricien bénéficiera de ce projet qui devrait démarrer cette année.

Pour le chef de la délégation de l'Union européenne à Maurice, il ne serait pas juste de cantonner les relations entre l'Union européenne et Maurice à celle d'un donateur à un bénéficiaire. «*L'Union européenne et Maurice, précise-t-elle, ont développé progressivement un solide partenariat politique et stratégique, allant au-delà des relations donateur-bénéficiaire. C'est logique au vu du développement de l'île en un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. L'action de l'Union européenne va au-delà du simple financement, et nous travaillons en partenariat sur de nombreux sujets d'importance commune.*» D'ajouter que «*la coopération au développement sous forme de dons est un aspect vital, mais il est important de mobiliser d'autres outils et d'autres sources de financement si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable.*»

Lindsey PROSPER



LES PRINCIPAUX AXES DU PARTENARIAT DE L'UE AVEC MAURICE

- L'accord de partenariat économique signé en 2009 permet à Maurice d'avoir accès au marché européen sans l'imposition de quota ou de droits de douane.
- La création du National Electronic Lincensing System, lancé en mars. Il s'agit d'une plateforme de demande de permis d'exploitation et des licences en ligne qui a pour objectif de réduire le nombre de demandes de permis d'exploitation, et le temps requis pour obtenir ces permis. Ce système est unique dans la région. Une fois pleinement opérationnel, il facilitera la façon de faire les affaires à Maurice.
- Le soutien apporté à Maurice pour la révision de la législation sur la propriété industrielle.

L'Union européenne maintient sa coopération avec Maurice dans le domaine de la pêche et de l'économie océanique. L'accord de partenariat de pêche signé avec Maurice implique une contribution financière annuelle de l'Union européenne pour le développement du secteur, et pour la lutte contre la pêche illégale, non régulée et non reportée. Cet accord, combiné à l'Accord de partenariat économique, apporte d'importants avantages économiques au pays. «Maurice étant l'un des principaux exportateurs de thon en boîte et de longes de thon sur le marché de l'Union européenne, le présent accord combiné à l'accord de partenariat économique, apporte d'importants avantages économiques au pays», précise Marjaana Sall.

09 mai 2019

http://foreign.govmu.org/English/News/Pages/Signature-of-the-financing-agreement-of-the-EU-

Signature of the financing agreement of the EU programme on 'Port security and safe navigation'



The financing agreement of a regional programme on 'Port security and safe navigation' has been signed by the European Commissioner for International Cooperation and Development and Secretary General of the Indian Ocean Commission on 2 May 2019.
This programme of € 28 million (about 1.1 billion Rupees) to be implemented over the next five years is part of the EU broader strategic plan for maritime security and governance. The programme will be implemented over the next five years with the collaboration of the UNODC and Interpol. It aims at improving information sharing on sea freight and passengers; reinforcement of control operations and monitoring; support to combat organized crime and terrorist attacks; and cooperation among the various regional stakeholders.
Communiqué de presse

SÉCURITÉ PORTUAIRE ET EN MER : L'UNION EUROPÉENNE ACCORDE RS 1 MILLIARD À LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Mardi 7 Mai 2019

La Commission de l'océan Indien (COI) veut renforcer la surveillance et le contrôle dans les ports de l'océan indien ainsi que de l'Afrique de l'Est et subsaharienne.



Lors de la visite de Neven Mimica à Maurice, le commissaire européen à la coopération internationale et au développement, a signé un accord avec le secrétaire général de la COI, Hamada Madi en accordant une enveloppe de Rs 1 milliard a été accordé sous le 11e Fonds européen de développement, pour une mise en œuvre sur une période de cinq ans.

Ce financement de mieux assurer la sécurité maritime face à la piraterie et autres crimes, le partage d'informations entre les forces de l'ordre et aux douanes dans leur lutte contre le crime organisé et le risque terroriste, entre autres.

«Sécurité portuaire et sécurité en mer»

Interpol et l'Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime apporteront leur soutien technique à ce programme.

Le Commissaire chargé de la coopération internationale et du développement, Neven Mimica, a effectué une visite officielle à Maurice, où il a rencontré le Premier ministre Pravind Jugnauth et quelques membres du gouvernement.

Il a annoncé une contribution de 7,9 millions d'euros soit Rs 305 millions pour soutenir la priorité du pays en matière de lutte contre le chômage et de construction d'une île Maurice innovante.

ALLIANCE AFRIQUE-EUROPE: LE COMMISSAIRE MIMICA EN VISITE OFFICIELLE À MAURICE, PAYS EXEMPLAIRE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT



ACTUALITÉ DU DOMAINE MARITIME COOPÉRATION MARITIME

Bruxelles, le 2 mai 2019 : M. Neven Mimica, commissaire chargé de la coopération internationale et du développement, effectue une visite officielle en République de Maurice, où il a rencontré le Premier ministre Jugnauth et divers membres du gouvernement.

À cette occasion, il a annoncé l'octroi d'une enveloppe de 7,9 millions d'EUR pour soutenir la priorité nationale, à savoir lutter contre le chômage et faire de Maurice un pays de l'innovation.

M. Neven **Mimica**, commissaire européen, a déclaré à ce propos: *«Maurice est un partenaire de longue date de l'UE, ce qui a été décisif, à notre avis, dans le succès rencontré par le pays en matière de développement. Nous sommes prêts à continuer à aider Maurice et le programme de 7,9 millions d'EUR présenté aujourd'hui est la preuve de notre engagement. Il soutiendra l'emploi, l'éducation et l'innovation et contribuera au but ultime de l'alliance Afrique-Europe, à savoir créer des emplois durables.»*
[…] Le programme de 7,9 millions d'EUR signé aujourd'hui avec Maurice vise à:

- rendre plus efficaces l'enseignement post-secondaire et la formation professionnelle à Maurice afin de permettre à davantage de jeunes issus de groupes vulnérables d'étudier;

- renforcer la recherche appliquée et la capacité d'innovation en rendant possible la collaboration entre le monde académique et l'industrie. Le programme soutiendra en particulier le développement de la recherche sur les nanotechnologies. Cela devrait encourager davantage l'investissement privé et stimuler la création d'emplois à haute valeur ajoutée.
  Le commissaire **Mimica** a également rencontré le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Hamada Madi, avec qui il a signé un programme régional de 28 millions EUR afin d'améliorer la sûreté des ports et la sécurité de la navigation dans la région.

NOUVEAU PROGRAMME « SÉCURITÉ PORTUAIRE ET LA SÛRETÉ EN MER »

Le **Commissaire européen à la Coopération internationale et au Développement**, M. Neven Mimica, et le Secrétaire général de la **Commission de l'océan Indien (COI)** ont signé la Convention de financement d'un **nouveau programme** pour la **« Sécurité portuaire et la sûreté en mer »**. La cérémonie de signature s'est tenue ce 2 mai 2019 au siège de la COI à Ebène (Maurice) en présence des représentants des Etats membres de la COI et de l'UE en poste à Maurice.

Ce programme régional pour l'Afrique orientale et australe et l'océan Indien (AfOA-OI) d'un montant de 28 millions € du 11ème Fonds européen de développement sera mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien sur cinq ans.

Vous trouverez **plus d'informations** dans le communiqué de presse.

Suivez le programme sur Facebook et Twitter.

UE sy COI: 28 tapitrisa euros hiarovana ny morontsiraka

Par Taratra sur 08/05/2019



Miara-miasa ny Vondrona eoropeanina (UE) sy ny Vaomieran'ny ranomasimbe Indianina (COI) amin'ny tetikasa « Fiarovana ny seranan-tsambo sy ny morontsiraka » aty amin'ny fari-dranomasina Afrika Atsinanana sy Atsimo. 28 tapitrisa euros avy amin'ny Tahiry eoropeanina momba ny fampandrosoana (11 è Fed) ny hoentin'ny COI miaro ny seranan-tsambo sy ny morontsiraka mandritra ny dimy taona. Tafiditra amin'izany ny fari-dranomasina aty Madagasikara.

Politika fanohanana fanampiny izao ho fampiroboroboana ny toekarena ao amin'ny COI. Raha ny faritra misy antsika, ohatra, ilaina izay fiaraha-miasa izay ho fiambenana ny morontsiraka tsy hidiran'ireo sambo vahiny an-tsokosoko manjono sy mandray ireo harena aondrana an-tsokosoko. Manatsara ny tontolon'ny varotra sy ny fifanakalozana koa izany hisian'ny fanaraha-maso akaiky ireo entana miditra sy mivoaka.

Mila fitantana mazava, noho izany, ny morontsiraka ho fiarovana ny loza mitatao amin'ny toekarena, nahatonga ny Vondrona eoropeanina nametraka izay laharam-pahamehana ka nanome izao famatsiam-bola izao. Eo koa ny Fikambanana iraisam-pirenena miady amin'ny zavamahadomelina manohana ny fandaharanasa. Nanao sonia ny fifanarahana, ny 2 mey teo tao Nosy Maorisy.

R.Mathieu

Eco brèves

Par Les Nouvelles sur 09/05/2019

Renforcement de la gouvernance maritime dans l'océan Indien. La Commission de l'océan Indien (COI) mettra en œuvre un nouveau programme pour la « sécurité portuaire et la sûreté en mer » afin de renforcer la sécurité portuaire et la navigation dans la région. Ce programme régional pour l'Afrique orientale, australe et l'océan Indien (Afoa-OI) bénéficie du financement du 11e Fonds européen de développement (FED) à hauteur de 28 millions d'euros. La convention de financement a été signée le 2 mai dernier à l'île Maurice.

Foire Agricole 2019 – présentation



La Foire : Un demi-siècle d'émotions

Bras-Panon est depuis toujours, une terre à forte vocation agricole. Il était donc légitime que la commune accueille la plus grande manifestation agricole et agro-alimentaire de l'Océan Indien.

En 1969, le Maire Paul Moreau, lui-même exploitant agricole, souhaite offrir aux professionnels de l'agriculture un carrefour pour échanger, innover, et présenter leur métier.

La manifestation regroupe alors quelques exposants sur 3 jours, dans les jardins de la Coopérative de la vanille. L'ambition des organisateurs est d'offrir aux agriculteurs, au moment de l'année où le travail sur les exploitations est ralenti (après le travail de désherbage des parcelles et avant le début de la campagne sucrière), la possibilité de rencontrer en un même lieu institutions et fournisseurs. A l'époque, les exploitants agricoles sont isolés et se déplacer pour obtenir un renseignement ou un devis peut prendre beaucoup de temps ! Ces échanges privilégiés entre agriculteurs et partenaires institutionnels et économiques se révèlent indispensables, et la Foire a immédiatement du succès ! Peu après, elle déménage sur le terrain de football derrière l'Hôtel de Ville.

Depuis, la manifestation a pris de l'ampleur et le nombre de visiteurs ne cesse d'augmenter. Les professionnels s'y rencontrent et exposent leur

savoir-faire, à un public qui se presse pour assister aux démonstrations des machines agricoles, découvrir les nombreux animaux présents, et assister aux multiples animations.

Manèges, concerts et concours apportent une dynamique conviviale à l'événement. Un important podium accueille artistes locaux et stars internationales.

Cet événement unique à La Réunion permet au grand public de mieux comprendre le monde agricole, ses contraintes, ses ressources et son importance sur notre île. Il offre également l'occasion de mesurer la qualité des produits que proposent des hommes et des femmes passionnés par leur métier et leur territoire.

La Foire Agricole de Bras-Panon est aujourd'hui LE rendez-vous à ne pas manquer !

L'édition 2019 en bref

Les dates : du vendredi 10 au dimanche 19 mai 2019

En mai 2019, la Foire Agricole de Bras-Panon fête ses 50 ans !

C'est **la 42ème édition** : bien que la Foire existe depuis 1969, certaines éditions n'ont pas eu lieu, comme en 1989 à cause du cyclone Firinga, en 1996 pour raisons budgétaires, ou en 2017 pour raisons électorales.

Le thème retenu pour cette édition spéciale est : **Produire et consommer pays**. L'accent est donc mis sur nos productions locales et les dernières distinctions reçues par nos artisans lors du dernier salon de l'agriculture à Paris.

Comme à l'accoutumée, les journées s'organisent par thème : journée Agro-alimentaire, Canne à sucre, journée environnement / bio, journée cultures patrimoniales, journée filière végétale, journée filière animale, Journée caprine et apicole…

L'inauguration officielle de la foire se déroulera le samedi 11 mai avec le traditionnel défilé des associations.

La Coopération régionale

Depuis 2006, la Foire est le carrefour de la coopération avec les pays de la Zone Océan Indien et affirme ainsi sa dimension internationale.

En 2019, la Ville de Bras-Panon accueille :

- La réunion du COPIL 3 du **PRESAN** (**P**rogramme **Ré**gional de **S**écurité **A**limentaire et de **N**utrition)

  Il s'agit de permettre à tous les pays membres de la **COI** (**C**ommission de l'**O**céan **I**ndien) de participer au nouveau programme PRESAN engagé par la COI avec l'appui du **FAO** (**F**ood and **A**griculture **O**rganisation)

- Une journée « Sécurité Alimentaire » (Jeudi 16 mai)

  Organisation d'une conférence-débat régionale sur la Sécurité Alimentaire avec : les membres du COPIL, les représentants des pays-membres de la COI, les institutions (Région – Département – Chambres Consulaires), les Coopératives et Associations d'Agriculteurs.

  3 axes : *Débat :* Agriculteurs

  Débat : Recherche et innovation

  Débat : Formation

- Accueil des délégations de **Madagascar et Comores,** essentiellement composées de paysans.

  Les délégataires notamment Malgaches apporteront un témoignage sur les réalisations opérées à Ambohimanga (Commune jumelée avec la Ville de Bras-Panon) dans le cadre de la Coopération :

- *Appui technique à l'agriculture familiale*
- *Petit élevage, diversification du maraîchage*
- *Formation des agriculteurs*

  Les projets sur Madagascar sont co-financés par le Département, la Commune de Bras-Panon et portés par l'Association MIARO.

Les conférences :

Le désherbage thermique à vapeur (Mardi 14 mai)

- Comité de pilotage du Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRESAN), de la Commission de l'Océan Indien (Mercredi 15 mai)
- Conférence Régionale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, avec la participation des pays membres de la Commission de l'Océan Indien (Jeudi 16 mai)
- Gamme des broyeurs de branches et de végétaux par CATOI (Vendredi 17 mai)
- Quelle apiculture réunionnaise pour demain ? (Samedi 18 mai)

Les concours :

- Concours de confitures par l'association des Confituriers de la Réunion avec la participation de Philippe GARDETTE, Président des Maîtres confituriers de France, qui fera une démonstration de confection de confiture (Vendredi 10)
- Concours de miel de baies roses, par l'ADA (Dimanche 12 mai)
- Concours des animaux de boucherie, suivi d'une vente aux enchères (Dimanche 12 mai)
- Concours de coupeurs de cannes (Lundi 13 mai)
- Concours Energie Environnement (Mardi 14 mai)
- Concours de compositions florales et friandises (Mercredi 15 mai)
- Concours de pâtisserie enfants (Mercredi 15 mai)
- Concours culinaire amateur (Lundi 13 et samedi 18 mai)
- Concours culinaire professionnel (Dimanche 19 mai)

Les expositions :

- « ½ siècle d'émotions », retraçant l'histoire de la Foire, sous une forme ludique remplie d'anecdotes, à la Coopérative de Vanille PROVANILLE.
- « L'évolution de la filière caprine pendant les 40 dernières années à la Réunion »,
- « Les ressources alimentaires agricoles de l'Océan Indien (Champ de Foire – près de la Ferme)

Le grand radio crochet de la Foire :

- ½ finale le dimanche 12 mai
- Finale le dimanche 19 mai

Et aussi :

- Un marché en direct producteurs / Consommateurs « La Ruche qui dit Oui » (Samedi 18 mai)
- Un marché de producteurs (Dimanche 19 mai)
- Signature de la charte Ecophyto « Une adhésion pour les Collectivités Réunionnaises sans pesticides » (EPL St-Paul, FDGDON, UNEP Mairie de Bras-Panon) (Mardi 14 mai)

- Une ferme pédagogique avec des cochons vietnamiens, des oies…, un jardin partagé mis en œuvre par le Secours Catholique…

  Quelques chiffres :

  – **10 jours** de festivités

  – **5 hectares** d'exposition

  – **Environ 200 000 visiteurs**

  – **Plus de 200 exposants** venus de toute la Réunion

  – **Quelques 1 500 animaux**

  – **Plus de 40 artistes locaux et internationaux** pour des concerts tous les soirs

  – 52 Attractions foraines

lexpress.mu

07 mai 2019

https://www.lexpress.mu/article/352392/ecologie-nous-aurons-bientot-une-bouteille-en-canne-sucre

Écologie : nous aurons bientôt une bouteille en canne à sucre

Par Olivia Edouard



La société de Nicolas Moufflet a produit plus de 8 millions de «vegan bottles» depuis 2017.

Elle est composée de canne à sucre et est 100 % biodégradable. La «vegan bottle» sera produite et vendue localement d'ici la fin de l'année. Le Français Nicolas Moufflet avance que l'opinion des Mauriciens sur son concept est très favorable.

Une bouteille zéro pétrole bientôt à Maurice. La bouteille, le bouchon et l'étiquette sont fabriqués uniquement avec des matériaux biodégradables et compostables. Le Français Nicolas Moufflet est le concepteur de bouteilles végétales, des *«vegan bottles»*, faites à base de canne à sucre. C'est une initiative écologique lancer par son entreprise, Lyspackaging, située en France, ayant pour but de lutter contre la pollution des plastiques pétrochimiques ainsi que de créer un contenant non toxique pour conserver les boissons.

«La bouteille est fabriquée sans une goutte de pétrole…»

«La bouteille faite de canne à sucre a remplacé les récipients en matière pétrochimique toxique et polluant pour l'homme et la planète par une solution plus écologique et non toxique», soutient Nicolas Moufflet. D'ici à la fin de cette année, la «*vegan bottle»* sera produite localement et vendue sur le marché mauricien.

Opinion des Mauriciens favorable

Nicolas Moufflet déclare que l'opinion des Mauriciens sur son concept est très favorable. D'ailleurs, il lui a été demandé de venir au pays présenter son projet. «*Nous*

avons trouvé des accords pour Maurice ainsi que pour La Réunion. Des Mauriciens nous ont demandé de trouver des solutions pour mettre en place notre innovation», lâche-t-il. Cependant, en raison de la confidentialité du business, ces contacts ne peuvent être révélés.

Ces bouteilles auront un marquage *«vegan bottle»*. Nicolas Moufflet précise néanmoins que le prix de la bouteille sera légèrement plus élevé de quelques centimes d'euros par rapport à une bouteille plastique mais restera moins cher qu'une bouteille en verre.



Le concepteur relate qu'après une expérience de plus de 20 ans dans l'univers du flaconnage verre et plastique, il a eu l'occasion de travailler sur la recherche et le développement en écoconception et de nouveaux matériaux pour de grands groupes. *«Il y a eu une première en 2001, pour réaliser des bouteilles biodégradables à partir de l'amidon de maïs. Ce dernier a démontré des possibilités de faisabilité. Mais l'image du maïs étant assez négative en ce qui concerne l'aliment de base, entre autres, cela n'a pas marché.»*

Ressource renouvelable

Notre interlocuteur énonce que l'idée d'utiliser de la canne à sucre lui est venue quand il a créé sa société, Lyspackaging, en janvier 2015. Il voulait mettre au point des bouteilles, flacons et bouchons à partir d'une ressource autre que le plastique. C'est ainsi qu'il s'est rendu compte que la canne à sucre est une base de ressource renouvelable parfaite pour cela ; le procédé de la fabrication est non seulement simple, mais la culture de la canne à sucre ne nécessite pas beaucoup d'eau et n'empiète pas sur les terres agricoles alimentaires.

Nicolas Moufflet explique que c'est grâce à la technologie d'extraction du sucre de la bagasse de canne qu'ils ont pu mettre au point des formulations de nouveaux matériaux, principalement avec des coproduits entrant dans la base de fabrication. Les coproduits impliquent quelques combinaisons telles que bois, coquillage, céréale, noyau, café, roseau, terre, liège, pépins et carotte.

Notre interlocuteur soutient que «la recherche et le développement ont été faits à travers la société et le cahier des charges a été développé en interne par l'entreprise, avec un partenaire chimiste. On a produit environ 8 millions de ces bouteilles depuis 2017».

Pas de substance toxique

Contrairement au plastique, Nicolas Moufflet souligne que ces bouteilles faites à partir de la canne à sucre ont divers atouts écologiques. «*Comme la bouteille est fabriquée sans une goutte de pétrole, elle ne dégagera pas de substance toxique en fin de vie. Lors de sa dégradation, la matière se transforme rapidement en dioxyde de carbone (CO2) ou en méthane (CH4) et il n'y a pas d'accumulation.*»

Le concepteur soutient que la bouteille est également compostable et réutilisable, ainsi que sans perturbateurs endocriniens. En outre, il souligne d'autres aspects avantageux tels que facile à transporter, incassable, légère, transparente et cohérente avec le contenu, s'il est bio. Ces bouteilles «*vegan*» peuvent aussi être recyclées par la dépolymérisation, mais Nicolas Moufflet précise qu'elles doivent surtout être valorisées en compostage industriel, méthanisées ou passées au digesteur pour en faire du compost ou du biogaz. La production, la consommation ainsi que l'élimination de la bouteille contribue à la réduction de l'impact environnemental.

Regional African island states explore future work opportunities in the blue economy sector

08-May-2019

Over 70 high employment officials, workers union representatives and other related stakeholders from different regional African island states including Seychelles are meeting here to discuss and explore sustainable work opportunities for the future in the blue economy sector.

The three-day meeting taking place at the Savoy Hotel has been organised by the International Labour Organisation (ILO) in collaboration with the Ministry of Employment, Immigration & Civil Status.

The meeting is being hosted under the theme 'Creating a sustainable future of work and just transition towards the blue economy' and its main objective is to share experiences, identify challenges and opportunities in the blue economy sector, find and agree on ways to tackle future of work challenges and forms part of activities to mark the ILO's centenary and 60 years of the organisation's presence in Africa.

It was officially opened by Vice-President Vincent Meriton in the presence of several ministers and other distinguished guests among them the ILO's assistant director general and regional director for Africa Cynthia Samuel-Olunjuwon.

The outcome of the three-day discussions will be presented at the forthcoming UN Climate Change summit in September and the 14th Africa Regional Meeting to take place in December.

In his opening remarks VP Meriton said Seychelles is privileged to host this event in collaboration with the ILO ahead of the International Labour Conference in June and he thanked the ILO for choosing Seychelles for this important meeting.

"This meeting is a prime opportunity to bolster the socio-economic initiatives for the future of all our African island states, particularly in the domain of the Blue Economy and adaptation to climate change," VP Meriton stated.

He said for the Seychelles, the Blue Economy represents our model for a sustainable future, one which will generate a new wave of employment opportunities and economic growth.

''Working in these sectors is not new for Seychelles and a large number of jobs is created by the tourism and fisheries industries, contributing 25% and 8% respectively to the nation's GDP. These statistics show that the link between the environment, the economy and employment is real," the VP pointed out.

"Beyond policies and programmes, the government of Seychelles has endeavoured into innovative financing to increase access to finance through grants to invest in people with novel ideas and their desire to implement our vision of the Blue Economy," VP Meriton stressed.

Ms Samuel-Olunjuwon for her part said the ILO is committed to supporting initiatives that promote gender equality and decent work for all particularly in island states.

She noted that island states of Africa should continue to explore ways to use the opportunities provided by the blue economy to build a brighter future of work.

She has called on and encouraged the African island states present at the meeting to speed up ratification and implementation of two important ILO conventions. These are the Maritime Labour Convention (MLC) that govern the working and living conditions of those who make their living directly or indirectly from the Blue Economy and the Work in Fishing Convention (WFC) which guides the conditions of work on fishing vessels.

She added that the ILO is supporting Africa in hosting for the first time the global youth employment forum to take place in Abuja, Nigeria in August of which one of the areas of focus will be the opportunities for decent work for young people in the Blue Economy. The outcome of this week's meeting in Seychelles will be incorporated in forum.



Another important initiative which Ms Samuel-Olunjuwon said is being organised to celebrate the centenary of the ILO and the organisation's 60th anniversary in Africa is the 14th Africa Regional Meeting to take place in December in Abidjan.

Ms Samuel-Olunjuwon expressed the hope that this week's deliberations will translate into concrete and tangible outcomes for the participating island states.

Antoine Robinson, the secretary general of the Seychelles Federation of Workers' Union (SFWU), said such a consultation is timely for all the countries whose economies depend largely on ocean related activities.

He added that the SFWU firmly believes that trade unions should be proactively engaged in such forums because "it is estimated that the fisheries sector including ancillary activities generate directly and indirectly jobs amounting to about 14% of formal employment".

He went on to note that the whole of the tourism sector also evolves directly or indirectly around the Blue Economy.

The chairperson of the Seychelles Employers' Association and the secretary general of the Seychelles Chamber of Commerce Iouana Pillay also addressed participants and guests at the opening session of the meeting.

She noted that the chosen theme is fitting for Seychelles as well as the meeting to discuss the new forces that are transforming the world of work.

She said these transitions call for decisive actions that must be taken collaboratively and in a tripartite manner while stressing that the key objective of the private sector remains economic growth and better jobs.

Ms Pillay reminded everyone present that the Blue Economy sector brings vast opportunities for investments but more importantly employment and we need to capture the changing labour market realities through all our institutions and regulatory frameworks to ensure we are able to provide much needed fuel for the growth of this industry.



Centres d'Intérêt

https://www.temoignages.re/developpement/environnement/biodiversite-un-million-d-especes-menacees,95509

http://www.nation.sc/article.html?id=263381

https://www.newsmada.com/2019/05/13/electrification-hors-reseaux-lhydrolienne-pour-pres-de-80-sites-de-production/